



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 5981

Projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008

Date de dépôt : 12-01-2009

Date de l'avis du Conseil d'État : 28-04-2009

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
15-06-2009	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
12-01-2009	Déposé	5981/00	<u>5</u>
28-04-2009	Avis du Conseil d'Etat (28.4.2009)	5981/01	<u>26</u>
29-04-2009	Rapport de commission(s) : Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration Rapporteur(s) :	5981/02	<u>29</u>
19-05-2009	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (19-05-2009) Evacué par dispense du second vote (19-05-2009)	5981/03	<u>37</u>
22-06-2009	Publié au Mémorial A n°147 en page 2038	5981	<u>40</u>

Résumé

Résumé du projet de loi 5981

Une arme à sous-munitions, ou arme à fragmentation („*cluster bomb*“ - BASM), est une bombe ou un autre projectile qui fonctionne comme un conteneur. Une fois largué, le conteneur s'ouvre et disperse des sous-munitions sur une zone d'impact qui peut avoir la taille d'un terrain de football. Ces sous-munitions devraient exploser au contact avec le sol, mais le pourcentage de sous-munitions qui n'explorent pas est relativement élevé. Elles sont conçues pour être utilisées contre des cibles militaires de grande taille. Utilisées hors contexte, ces armes sont particulièrement dangereuses pour les populations civiles en raison de leurs effets non discriminatoires dans l'espace et dans le temps.

Les armes à sous-munitions n'ont, jusqu'à présent, pas fait l'objet d'une convention internationale spécifique. Cependant, il est communément admis, en raison de la non-discrimination opérée, qu'elles vont à l'encontre du droit humanitaire international.

Il est généralement considéré que la Convention sur certaines armes classiques (CCW) offre le cadre idéal pour négocier un accord international sur les bombes à sous-munitions (BASM) qui aurait l'approbation des Etats utilisateurs. Une initiative a été lancée afin de réglementer l'utilisation et les conséquences des BASM. Cette initiative, soutenue par le Luxembourg, a été faite en vue d'un mandat permettant de négocier, dans le cadre de la CCW, un instrument juridiquement contraignant permettant de régler les aspects humanitaires de l'utilisation de sous-munitions. Cette proposition de mandat n'a pas trouvé l'accord des Etats parties. Suite à cet échec, le processus visant à interdire les BASM a été repris par une initiative parallèle à la CCW lancée par la Norvège qui vise à mettre sur pied un traité d'interdiction juridiquement contraignant en 2008 au plus tard.

Le but annoncé du processus d'Oslo était d'interdire les BASM qui „causent des dégâts inacceptables aux civils“. 111 Etats se sont mis d'accord sur une Convention lors de la conférence diplomatique de Dublin en mai 2008.

Afin de garantir une entrée en vigueur rapide de la Convention, le Luxembourg s'est engagé à ratifier la Convention dans les meilleurs délais. Dans son intervention lors de la signature de la Convention, M. le Ministre des Affaires étrangères a annoncé que le Luxembourg interdira également le financement de toutes les activités liées aux BASM dans son acte de ratification. Le Luxembourg va donc au-delà des obligations de la Convention et reprend cette interdiction qui avait déjà été un élément clé du projet de loi 5821 visant l'interdiction de la fabrication, de la vente, de l'acquisition, du stockage, du transport, de l'utilisation et du financement des armes à sous-munitions.

5981/00

N° 5981**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention
sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature
à Oslo, le 3 décembre 2008**

* * *

*(Dépôt: le 12.1.2009)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (7.1.2009).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Commentaire des articles.....	2
4) Exposé des motifs.....	3
5) Commentaire des articles de la Convention.....	5
6) Convention sur les armes à sous-munitions.....	6

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.– Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008.

Palais de Luxembourg, le 7 janvier 2009

*Le Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1. Est approuvée la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008.

Art. 2. Aux termes des articles 1 et 2 de la Convention, il est interdit à toute personne physique ou morale de mettre au point, de fabriquer, d'assembler des pièces préfabriquées en arme complète, de transformer, de réparer, d'acquérir, de vendre, d'utiliser, de détenir, de transporter, de transférer, de stocker ou de conserver des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives.

Art. 3. Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives.

Art. 4. Sont punis d'une peine de réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 25.000 à 1.000.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui ont sciemment commis l'une des infractions aux dispositions des articles 2 et 3 précités. Les armes à sous-munitions et les sous-munitions saisies seront confisquées et détruites aux frais de la personne condamnée.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1.–

Il s'agit du texte habituel d'approbation d'une Convention.

Article 2.–

Cet article énumère les interdictions générales contenues dans la Convention. Ces interdictions s'imposent aux ressortissants luxembourgeois, même si les faits sont commis dans un autre Etat que le Grand-Duché de Luxembourg.

Article 3.–

Aux interdictions contenues dans l'article 2 s'ajoute l'interdiction du financement en connaissance de cause. Il s'agit d'une spécificité qui ne fait pas partie des interdictions générales contenues dans la Convention, mais que le Luxembourg souhaite voir ajoutée pour renforcer la mise en oeuvre de la Convention au niveau national.

Article 4.–

Cet article définit les sanctions dont seront passibles les contrevenants aux dispositions de cette loi. Les dispositions pénales prévues dans cet article sont calquées sur celles retenues par le législateur en cas d'infraction aux dispositions de la loi portant approbation de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction.

*

EXPOSE DES MOTIFS

Loi de ratification de la Convention sur les armes à sous-munitions

Le présent projet de loi a comme objet de ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions, signée par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 3 décembre 2008 à Oslo.

Historique

Une arme à sous-munitions, ou arme à fragmentation („*cluster bomb*“), est une bombe ou autre projectile qui fonctionne comme un conteneur. Une fois largué, le conteneur s'ouvre et disperse des sous-munitions sur une zone d'impact qui peut avoir la taille d'un terrain de football. Ces sous-munitions sont sensées exploser en contact avec le sol, mais le pourcentage de sous-munitions qui n'explorent pas est relativement élevé (jusqu'à trente pourcent). Les armes à sous-munitions ont été conçues pour être utilisées contre des cibles militaires de grande taille, comme par exemple des pistes d'aéroport, ou amovibles, par exemple des unités de chars ou des groupements de véhicules blindés.

Utilisées hors contexte, ces armes sont particulièrement dangereuses pour les populations civiles en raison de leurs effets non discriminatoires dans l'espace et dans le temps. En effet, les sous-munitions, une fois dispersées de leur munition mère, tuent et blessent au hasard dans la zone d'impact. Cela représente une non-discrimination dans l'espace à cause de la nature imprécise dont atterrissent les charges explosives. La non-discrimination dans le temps est due au taux relativement élevé de non-explosion des sous-munitions qui continuent à tuer et à blesser des personnes (des civils pour l'écrasante majorité) longtemps après la fin des hostilités.

Les dégâts causés par l'emploi massif des armes à sous-munitions parmi la population civile au Liban lors des dernières heures du conflit entre Israël et le Hezbollah en juin 2006 a déclenché une vague de protestations au niveau international contre l'usage de ce type d'armes. Même aujourd'hui, le nombre de sous-munitions non explosées dépasse toujours de loin le nombre d'habitants au Sud Liban et leurs effets humanitaires et socio-économiques se feront encore sentir longtemps dans le futur. Handicap International estime qu'en 2006, 23 pays et entités territoriales ont été atteints des conséquences de l'utilisation de BASM (bombes à sous-munitions).

Les armes à sous-munitions n'ont, jusqu'à présent, pas fait l'objet d'une convention internationale spécifique. Cependant, il est communément admis, en raison de la non-discrimination opérée, qu'elles vont à l'encontre du droit humanitaire international. L'usage d'armes à fragmentation, particulièrement dans les zones peuplées urbaines, constitue une violation de certains principes du Protocole I de Genève, notamment les articles 48 et 51.4. Vu que les sous-munitions non explosées sont considérées comme des restes explosifs de guerre, elles ont jusqu'à présent seulement été discutées dans le cadre du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre de la Convention sur certaines armes classiques (CCW) adopté en 2003. Il faut cependant noter que le Protocole V n'interdit pas l'usage d'armes à sous-munitions mais s'occupe seulement des conséquences d'une utilisation de BASM. Le protocole V oblige les parties à un conflit à „prendre des mesures pour réduire les dangers inhérents aux restes explosifs de guerre“ et aider au marquage et à l'enlèvement de munitions non explosées afin de réduire les risques pour la population civile. Bien que les obligations énoncées dans le Protocole ne soient pas absolues, elles présentent néanmoins un cadre de référence clair et reconnu et aident à résoudre le problème des restes explosifs et donc de la non-discrimination dans le temps.

Il est généralement considéré que la CCW offre le cadre idéal pour négocier un accord international sur les BASM qui aurait l'approbation des Etats utilisateurs. Lors de la troisième conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques en 2006, une initiative a été lancée afin de réglementer l'utilisation et les conséquences des BASM. Cette initiative, soutenue par le Luxembourg, a été faite en vue d'un mandat permettant de négocier, dans le cadre de la CCW, un instrument juridiquement contraignant permettant de régler les aspects humanitaires de l'utilisation de sous-munitions. Cette proposition de mandat n'a pas trouvé l'accord des Etats parties.

Suite à cet échec, le processus visant à interdire les BASM a été repris par une initiative parallèle à la CCW lancée par la Norvège qui vise à mettre à pied un traité d'interdiction juridiquement contraignant en 2008 au plus tard. En février 2007, le Luxembourg compte parmi les 45 pays à se rallier au

processus d'Oslo. Le but annoncé du processus lancé à Oslo, était d'interdire les BASM qui „causent des dégâts inacceptables aux civils“. Des conférences tenues à Lima, Bruxelles, Vienne et Wellington ont donné suite au processus d'Oslo. Après de longues négociations, 111 Etats, dont le Luxembourg, se sont mis d'accord sur une Convention lors de la conférence diplomatique de Dublin en mai 2008. La signature de la Convention est l'aboutissement dudit „processus d'Oslo“.

Le Luxembourg ne s'est toutefois pas contenté de participer aux initiatives internationales et a élaboré un projet d'interdiction national ambitieux, à l'image d'autres pays comme la Belgique et l'Autriche. Le projet luxembourgeois du 6 décembre 2007 interdisait toutes les activités liées aux armes à sous-munitions et comprenait également et notamment une interdiction du financement.

La position du Luxembourg

Le Conseil de Gouvernement du 6 octobre 2006 a chargé le Ministre des Affaires étrangères d'élaborer une loi interdisant ce type d'armes. Une motion de la Chambre des députés, en date du 12 octobre 2006, a invité le Gouvernement à se joindre aux initiatives internationales visant une interdiction générale des BASM et à procéder à l'élaboration d'un projet de loi visant l'interdiction de la fabrication, de la vente, du stockage et de l'utilisation des BASM ainsi que de la destruction des stocks éventuels.

En ligne avec les demandes formulées, le Ministère des Affaires étrangères a participé aux différentes initiatives engagées au niveau international, et notamment au „processus d'Oslo“, respectivement aux travaux au niveau de la Convention sur certaines armes classiques (CCW) relatifs à la réglementation de l'utilisation des armes à sous-munitions et à leur impact humanitaire.

Le Luxembourg s'est rallié au texte de la Convention d'Oslo tel que négocié à Dublin. Le document a universellement été accueilli comme très ambitieux et établissant de nouvelles normes dans le domaine du désarmement.

Le Ministre des Affaires étrangères a signé la Convention sur les armes à sous-munitions le 3 décembre 2008 à Oslo, conjointement avec 106 autres pays. Afin de garantir une entrée en vigueur rapide de la Convention, le Luxembourg s'est engagé à ratifier la Convention dans les meilleurs délais. Le Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois a confirmé que le Luxembourg s'engagera pour l'universalisation de la Convention de par ses contacts bilatéraux. Dans son intervention lors de la signature de la Convention, le Ministre des Affaires étrangères a annoncé que le Luxembourg interdira également le financement de toutes les activités liées aux BASM dans son acte de ratification.

Le Luxembourg va donc aller au-delà des obligations de la Convention et reprendre cette interdiction qui avait déjà été l'élément notable de son projet de loi national.

Lors des discussions sur le projet de loi national, le Ministre des Affaires étrangères avait convenu avec les membres de la Commission compétente de la Chambre des Députés d'attendre les résultats concrets des travaux en cours dans le cadre du processus d'Oslo avant de décider de la poursuite éventuelle du travail législatif luxembourgeois. La substance et le nombre d'adhérents à la Convention ayant dépassé toutes les attentes, le ralliement inconditionnel du Luxembourg au processus d'Oslo est un moyen bien plus efficace pour la propagation de l'interdiction des BASM que la poursuite du projet purement national. Cette philosophie pro-Convention est partagée par d'autres Etats ayant envisagé des projets de loi nationaux.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES DE LA CONVENTION

La Convention comporte un préambule et 23 articles.

L'article premier contient les obligations et le champ d'application de la Convention.

L'article 2 contient les définitions.

L'article 3 fixe le délai pour la destruction des stocks à 8 ans. Si un Etat partie se trouve dans l'impossibilité d'éliminer toutes les armes à sous-munitions sous sa juridiction ou son contrôle dans cette période, le délai est renouvelable sur demande.

L'article 4 traite des engagements des Etats parties en matière de dépollution et destruction des restes d'armes à sous-munitions ainsi que d'éducation et de réduction des risques.

L'article 5 traite de l'assistance aux victimes.

L'article 6 détermine les modalités de coopération et d'assistance internationale pour la mise en oeuvre de la Convention.

L'article 7 établit un système de mesures de transparence afin de vérifier la mise en oeuvre au niveau national.

L'article 8 fixe les dispositions sur l'aide et les éclaircissements relatifs au respect des dispositions de la Convention.

L'article 9 fixe les mesures d'application nationales.

L'article 10 détermine les procédures de règlement des différends.

L'article 11 traite de l'assemblée des Etats parties.

L'article 12 établit les modalités des conférences d'examen.

L'article 13 traite de la possibilité de proposer des amendements à la Convention.

L'article 14 traite des coûts et des tâches administratives.

L'article 15 précise que la Convention sera ouverte à la signature à Oslo.

L'article 16 traite des procédures de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

L'article 17 précise que la Convention entrera en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui au cours duquel le trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion aura été déposé.

L'article 18 donne aux Etats parties la possibilité d'appliquer à titre provisoire l'article 1 de la Convention en attendant son entrée en vigueur.

L'article 19 précise que les articles de la Convention ne peuvent faire l'objet de réserves.

L'article 20 précise que la Convention a une durée illimitée et fixe les modalités de retrait.

L'article 21 traite des relations avec les Etats non parties à la Convention et précise que des Etats parties peuvent s'engager dans une coopération et des opérations militaires avec des Etats non parties.

L'article 22 désigne le Secrétaire Général de l'ONU comme le Dépositaire de la Convention.

L'article 23 définit quels textes de la Convention sont considérés comme authentiques.

*

CONVENTION SUR LES ARMES A SOUS-MUNITIONS

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

Profondément préoccupés par le fait que les populations civiles et les personnes civiles continuent d'être les plus durement touchées par les conflits armés,

Déterminés à faire définitivement cesser les souffrances et les pertes en vies humaines causées par l'utilisation des armes à sous-munitions au moment de leur emploi, lorsqu'elles ne fonctionnent pas comme prévu ou lorsqu'elles sont abandonnées,

Préoccupés par le fait que les restes d'armes à sous-munitions tuent ou mutilent des civils, y compris des femmes et des enfants, entravent le développement économique et social, y compris par la perte des moyens de subsistance, font obstacle à la réhabilitation et la reconstruction postconflit, retardent ou empêchent le retour des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, peuvent avoir des conséquences néfastes sur les efforts nationaux et internationaux dans les domaines de l'établissement de la paix et de l'assistance humanitaire et ont d'autres conséquences graves pouvant persister pendant de nombreuses années après l'utilisation de ces armes,

Profondément préoccupés également par les dangers que représentent les importants stocks nationaux d'armes à sous-munitions conservés pour une utilisation opérationnelle, et *déterminés* à assurer la destruction rapide de ces stocks,

Convaincus qu'il est nécessaire de contribuer réellement de manière efficace et coordonnée à résoudre le problème de l'enlèvement des restes d'armes à sous-munitions disséminés à travers le monde et d'en assurer la destruction,

Déterminés à assurer la pleine réalisation des droits de toutes les victimes d'armes à sous-munitions, et *reconnaissant* leur dignité inhérente,

Résolus à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour fournir une assistance aux victimes des armes à sous-munitions, y compris en matière de soins médicaux, de réadaptation et de soutien psychologique, et pour assurer leur insertion sociale et économique,

Reconnaissant la nécessité de fournir une assistance aux victimes des armes à sous-munitions pre-nant en considération l'âge et les sexospécificités, et d'aborder les besoins particuliers des groupes vulnérables,

Ayant présent à l'esprit la Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui requiert, entre autres, que les Etats parties à cette convention s'engagent à garantir et promouvoir la pleine jouissance de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales par toutes les personnes handicapées sans aucune discrimination fondée sur le handicap,

Conscients de la nécessité de coordonner de façon adéquate les efforts entrepris dans différentes instances pour examiner les droits et les besoins des victimes de différents types d'armes, et *résolus* à éviter toute discrimination parmi les victimes de différents types d'armes,

Réaffirmant que, dans les cas non couverts par la présente Convention ou par d'autres accords internationaux, les personnes civiles et les combattants restent sous la sauvegarde des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique,

Résolus également à ce que les groupes armés distincts des forces armées d'un Etat ne doivent en aucune circonstance être autorisés à s'engager dans toute activité interdite à un Etat partie à cette Convention,

Se félicitant du très grand soutien international en faveur de la règle internationale interdisant les mines antipersonnel, consacrée par la Convention de 1997 sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction,

Se félicitant également de l'adoption du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre, annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, et de son entrée en vigueur le 12 novembre 2006, et *désireux* d'améliorer la protection des civils contre les effets des restes d'armes à sous-munitions dans les situations postconflit,

Ayant à l'esprit également la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité et la résolution 1612 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sur les enfants dans les conflits armés,

Se félicitant d'autre part des mesures prises sur les plans national, régional et mondial au cours des dernières années en vue d'interdire, de limiter ou de suspendre l'emploi, le stockage, la production et le transfert d'armes à sous-munitions,

Soulignant le rôle de la conscience publique dans l'avancement des principes de l'humanité comme en atteste l'appel à la fin des souffrances des civils causées par les armes à sous-munitions et *reconnaissant* les efforts déployés à cette fin par les Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge, la Coalition contre les armes à sous-munitions et de nombreuses autres organisations non gouvernementales du monde entier,

Réaffirmant la Déclaration de la Conférence d'Oslo sur les armes à sous-munitions, par laquelle des Etats ont, entre autres, reconnu les conséquences graves entraînées par l'emploi des armes à sous-munitions et se sont engagés à conclure, d'ici 2008, un instrument juridiquement contraignant qui interdirait l'emploi, la production, le transfert et le stockage d'armes à sous-munitions qui provoquent des dommages inacceptables aux civils, et qui établirait un cadre de coopération et d'assistance garantissant de manière suffisante la fourniture de soins aux victimes et leur réadaptation, la dépollution des zones contaminées, l'éducation à la réduction des risques et la destruction des stocks,

Soulignant l'utilité de susciter l'adhésion de tous les Etats à la présente Convention et *déterminés* à oeuvrer énergiquement pour en encourager l'universalisation et sa pleine mise en oeuvre,

Se fondant sur les principes et les règles du droit international humanitaire, en particulier le principe selon lequel le droit des parties à un conflit armé de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité, et les règles qui exigent que les parties à un conflit doivent en tout temps faire la distinction entre la population civile et les combattants ainsi qu'entre les biens de caractère civil et les objectifs militaires et, par conséquent, ne diriger leurs opérations que contre des objectifs militaires; que les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil; et que la population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article 1

Obligations générales et champ d'application

1. Chaque Etat partie s'engage à ne jamais, en aucune circonstance:
 - a) Employer d'armes à sous-munitions;
 - b) Mettre au point, produire, acquérir de quelque autre manière, stocker, conserver ou transférer à quiconque, directement ou indirectement, des armes à sous-munitions;
 - c) Assister, encourager ou inciter quiconque à s'engager dans toute activité interdite à un Etat partie en vertu de la présente Convention.
2. Le paragraphe 1 du présent article s'applique, *mutatis mutandis*, aux petites bombes explosives qui sont spécifiquement conçues pour être dispersées ou libérées d'un disperseur fixé à un aéronef.
3. Cette Convention ne s'applique pas aux mines.

Article 2

Définitions

Aux fins de la présente Convention:

1. On entend par „*victimes d'armes à sous-munitions*“ toutes les personnes qui ont été tuées ou ont subi un préjudice corporel ou psychologique, une perte matérielle, une marginalisation sociale ou une atteinte substantielle à la jouissance de leurs droits suite à l'emploi d'armes à sous-munitions; les victimes d'armes à sous-munitions englobent les personnes directement touchées par les armes à sous-munitions ainsi que leur famille et leur communauté affectées;
2. Le terme „*arme à sous-munitions*“ désigne une munition classique conçue pour disperser ou libérer des sous-munitions explosives dont chacune pèse moins de 20 kilogrammes, et comprend ces sous-munitions explosives. Il ne désigne pas:
 - a) Une munition ou sous-munition conçue pour lancer des artifices éclairants, des fumigènes, des artifices pyrotechniques ou des leurres, ou une munition conçue exclusivement à des fins de défense antiaérienne;
 - b) Une munition ou sous-munition conçue pour produire des effets électriques ou électroniques;
 - c) Une munition qui, afin d'éviter les effets indiscriminés sur une zone et les risques posés par les sous-munitions non explosées, est dotée de toutes les caractéristiques suivantes:
 - i) Chaque munition contient moins de dix sous-munitions explosives;
 - ii) Chaque sous-munition explosive pèse plus de quatre kilogrammes;
 - iii) Chaque sous-munition explosive est conçue pour détecter et attaquer une cible constituée d'un objet unique;
 - iv) Chaque sous-munition explosive est équipée d'un mécanisme électronique d'auto-destruction;
 - v) Chaque sous-munition explosive est équipée d'un dispositif électronique d'auto-désactivation;
3. On entend par „*sous-munition explosive*“ une munition classique qui, pour réaliser sa fonction, est dispersée ou libérée par une arme à sous-munitions et est conçue pour fonctionner en faisant détoner une charge explosive avant l'impact, au moment de l'impact, ou après celui-ci;
4. On entend par „*arme à sous-munitions ayant raté*“ une arme à sous-munitions qui a été tirée, larguée, lancée, projetée ou déclenchée de toute autre manière et qui aurait dû disperser ou libérer ses sous-munitions explosives mais ne l'a pas fait;
5. On entend par „*sous-munition non explosée*“ une sous-munition explosive qui a été dispersée ou libérée par une arme à sous-munitions, ou s'en est séparée de toute autre manière et qui aurait dû exploser mais ne l'a pas fait;
6. On entend par „*armes à sous-munitions abandonnées*“ des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives qui n'ont pas été utilisées et ont été laissées sur place ou jetées, et qui ne sont plus sous le contrôle de la partie qui les a laissées sur place ou jetées. Les armes à sous-munitions abandonnées peuvent avoir été préparées pour l'emploi ou non;
7. On entend par „*restes d'armes à sous-munitions*“ les armes à sous-munitions ayant raté, les armes à sous-munitions abandonnées, les sous-munitions non explosées et les petites bombes explosives non explosées;
8. Le „*transfert*“ implique, outre le retrait matériel d'armes à sous-munitions du territoire d'un Etat ou leur introduction matérielle dans celui d'un autre Etat, le transfert du droit de propriété et du contrôle sur ces armes à sous-munitions, mais pas le transfert d'un territoire contenant des restes d'armes à sous-munitions;
9. On entend par „*mécanisme d'autodestruction*“ un mécanisme à fonctionnement automatique incorporé à la munition, qui s'ajoute au mécanisme initial de mise à feu de la munition, et qui assure la destruction de la munition à laquelle il est incorporé;
10. On entend par „*autodésactivation*“ le processus automatique qui rend la munition inopérante par l'épuisement irréversible d'un élément, par exemple une batterie, essentiel au fonctionnement de la munition;

11. On entend par „*zone contaminée par les armes à sous-munitions*“ une zone où la présence de restes d’armes à sous-munitions est avérée ou soupçonnée;
12. On entend par „*mine*“ un engin conçu pour être placé sous ou sur le sol ou une autre surface, ou à proximité, et pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d’une personne ou d’un véhicule;
13. On entend par „*petite bombe explosive*“ une munition classique, qui pèse moins de 20 kilogrammes, qui n’est pas autopropulsée et est dispersée ou libérée par un disperseur pour pouvoir remplir sa fonction, et qui est conçue pour fonctionner en faisant détoner une charge explosive avant l’impact, au moment de l’impact, ou après celui-ci;
14. On entend par „*disperseur*“ un conteneur qui est conçu pour disperser ou libérer des petites bombes explosives et qui demeure fixé sur un aéronef au moment où ces bombes sont dispersées ou libérées;
15. On entend par „*petite bombe explosive non explosée*“ une petite bombe explosive qui a été dispersée, libérée par un disperseur ou qui s’en est séparée de toute autre manière et qui aurait dû exploser mais ne l’a pas fait.

Article 3

Stockage et destruction des stocks

1. Chaque Etat partie, conformément à la réglementation nationale, séparera toutes les armes à sous-munitions sous sa juridiction et son contrôle des munitions conservées en vue d’un emploi opérationnel et les marquera aux fins de leur destruction.
2. Chaque Etat partie s’engage à détruire toutes les armes à sous-munitions mentionnées dans le paragraphe 1 du présent article, ou à veiller à leur destruction, dès que possible, et au plus tard huit ans après l’entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie. Chaque Etat partie s’engage à veiller à ce que les méthodes de destruction respectent les normes internationales applicables pour la protection de la santé publique et de l’environnement.
3. Si un Etat partie ne croit pas pouvoir détruire toutes les armes à sous-munitions visées au paragraphe 1 du présent article, ou veiller à leur destruction, dans le délai de huit ans suivant l’entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie, il peut présenter à une Assemblée des Etats parties ou à une Conférence d’examen une demande de prolongation, allant jusqu’à quatre ans, du délai fixé pour la destruction complète de ces armes à sous-munitions. Un Etat partie peut, dans des circonstances exceptionnelles, demander des prolongations additionnelles durant au plus quatre ans. Les demandes de prolongation ne devront pas excéder le nombre d’années strictement nécessaire à l’exécution par cet Etat de ses obligations aux termes du paragraphe 2 du présent article.
4. La demande de prolongation doit comprendre:
 - a) La durée de la prolongation proposée;
 - b) Une explication détaillée justifiant la prolongation proposée, y compris les moyens financiers et techniques dont dispose l’Etat partie ou qui sont requis par celui-ci pour procéder à la destruction de toutes les armes à sous-munitions visées au paragraphe 1 du présent article, et, le cas échéant, les circonstances exceptionnelles justifiant cette prolongation;
 - c) Un plan précisant les modalités de destruction des stocks et la date à laquelle celle-ci sera achevée;
 - d) La quantité et le type d’armes à sous-munitions et de sous-munitions explosives détenues lors de cette entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie, et des autres armes à sous-munitions et sous-munitions explosives découvertes après l’entrée en vigueur;
 - e) La quantité et le type d’armes à sous-munitions et de sous-munitions explosives détruites pendant la période mentionnée au paragraphe 2 du présent article; et
 - f) La quantité et le type d’armes à sous-munitions et de sous-munitions explosives restant à détruire pendant la prolongation proposée et le rythme de destruction annuel prévu.

5. L'Assemblée des Etats parties, ou la Conférence d'examen, en tenant compte des facteurs énoncés au paragraphe 4 du présent article, évalue la demande et décide à la majorité des Etats parties présents et votants d'accorder ou non la période de prolongation. Les Etats parties, si approprié, peuvent décider d'accorder une prolongation plus courte que celle demandée et peuvent proposer des critères pour la prolongation. Une demande de prolongation doit être soumise au minimum neuf mois avant la réunion de l'Assemblée des Etats parties ou de la Conférence d'examen devant examiner cette demande.

6. Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la présente Convention, la conservation ou l'acquisition d'un nombre limité d'armes à sous-munitions et de sous-munitions explosives pour le développement et la formation relatifs aux techniques de détection, d'enlèvement ou de destruction des armes à sous-munitions et des sous-munitions explosives, ou pour le développement de contre-mesures relatives aux armes à sous-munitions, sont permises. La quantité de sous-munitions explosives conservées ou acquises ne devra pas dépasser le nombre minimum absolument nécessaire à ces fins.

7. Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la présente Convention, le transfert d'armes à sous-munitions à un autre Etat partie aux fins de leur destruction, ou pour tous les buts décrits dans le paragraphe 6 du présent article, est autorisé.

8. Les Etats parties conservant, acquérant ou transférant des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives aux fins décrites dans les paragraphes 6 et 7 du présent article devront présenter un rapport détaillé sur l'utilisation actuelle et envisagée de ces armes à sous-munitions et sous-munitions explosives, ainsi que leur type, quantité et numéro de lot. Si les armes à sous-munitions et les sous-munitions explosives sont transférées à ces fins à un autre Etat partie, le rapport devra inclure une référence à l'Etat partie les recevant. Ce rapport devra être préparé pour chaque année durant laquelle un Etat partie a conservé, acquis ou transféré des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives, et être transmis au Secrétaire général des Nations Unies au plus tard le 30 avril de l'année suivante.

Article 4

Dépollution et destruction des restes d'armes à sous-munitions et éducation à la réduction des risques

1. Chaque Etat partie s'engage à enlever et à détruire les restes d'armes à sous-munitions situés dans les zones contaminées par les armes à sous-munitions et sous sa juridiction ou son contrôle, ou à veiller à leur enlèvement et à leur destruction, selon les modalités suivantes:

- a) Lorsque les restes d'armes à sous-munitions se situent dans des zones sous sa juridiction ou son contrôle à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie, cet enlèvement et cette destruction seront achevés dès que possible, mais au plus tard dix ans après cette date;
- b) Lorsque, après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie, des armes à sous-munitions sont devenues des restes d'armes à sous-munitions situés dans des zones sous sa juridiction ou son contrôle, cet enlèvement et cette destruction doivent être achevés dès que possible, mais au plus tard dix ans après la fin des hostilités actives au cours desquelles ces armes à sous-munitions sont devenues des restes d'armes à sous-munitions; et
- c) Lorsqu'il aura exécuté l'une ou l'autre des obligations définies aux alinéas a) et b) du présent paragraphe, cet Etat partie présentera une déclaration de conformité à l'Assemblée des Etats parties suivante.

2. En remplissant les obligations énoncées au paragraphe 1 du présent article, chaque Etat partie prendra dans les meilleurs délais les mesures suivantes, en tenant compte des dispositions de l'article 6 de la présente Convention relatives à la coopération et l'assistance internationales:

- a) Procéder à l'examen de la menace représentée par les restes d'armes à sous-munitions, l'évaluer, enregistrer les informations la concernant, en mettant tout en oeuvre pour repérer toutes les zones contaminées par les armes à sous-munitions et qui sont sous sa juridiction ou son contrôle;

- b) Apprécier et hiérarchiser les besoins en termes de marquage, de protection de la population civile, de dépollution et de destruction, et prendre des dispositions pour mobiliser des ressources et élaborer un plan national pour la réalisation de ces activités, en se fondant, le cas échéant, sur les structures, expériences et méthodologies existantes;
 - c) Prendre toutes les dispositions possibles pour s'assurer que toutes les zones sous sa juridiction ou son contrôle contaminées par des armes à sous-munitions soient marquées tout au long de leur périmètre, surveillées et protégées par une clôture ou d'autres moyens afin d'empêcher de manière effective les civils d'y pénétrer. Des signaux d'avertissement faisant appel à des méthodes de marquage facilement reconnaissables par la collectivité affectée devraient être utilisés pour marquer les zones dont on soupçonne qu'elles sont dangereuses. Les signaux et autres dispositifs de marquage des limites d'une zone dangereuse devraient, autant que faire se peut, être visibles, lisibles, durables et résistants aux effets de l'environnement et devraient clairement indiquer de quel côté des limites se trouve la zone contaminée par des armes à sous-munitions et de quel côté on considère qu'il n'y a pas de danger;
 - d) Enlever et détruire tous les restes d'armes à sous-munitions se trouvant dans les zones sous sa juridiction ou son contrôle; et
 - e) Dispenser une éducation à la réduction des risques pour sensibiliser les civils vivant à l'intérieur ou autour des zones contaminées par les armes à sous-munitions aux dangers que représentent ces restes.
3. Dans l'exercice des activités mentionnées dans le paragraphe 2 du présent article, chaque Etat partie tiendra compte des normes internationales, notamment des Normes internationales de la lutte antimines (IMAS, International Mine Action Standards).
4. Le présent paragraphe s'applique dans les cas où les armes à sous-munitions ont été utilisées ou abandonnées par un Etat partie avant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie et sont devenues des restes d'armes à sous-munitions dans des zones situées sous la juridiction ou le contrôle d'un autre Etat partie au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour ce dernier.
- a) Dans de tels cas, lors de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour les deux Etats parties, le premier Etat partie est vivement encouragé à fournir, entre autres, une assistance technique, financière, matérielle ou en ressources humaines à l'autre Etat partie, soit sur une base bilatérale, soit par l'intermédiaire d'un tiers choisi d'un commun accord, y compris par le biais des organismes des Nations Unies ou d'autres organisations pertinentes, afin de faciliter le marquage, l'enlèvement et la destruction de ces restes d'armes à sous-munitions.
 - b) Cette assistance comprendra, lorsqu'elles seront disponibles, des informations sur les types et les quantités d'armes à sous-munitions utilisées, les emplacements précis des impacts des armes à sous-munitions et les zones dans lesquelles la présence de restes d'armes à sous-munitions est établie.
5. Si un Etat partie ne croit pas pouvoir enlever et détruire tous les restes d'armes à sous-munitions visés au paragraphe 1 du présent article, ou veiller à leur enlèvement et à leur destruction, dans le délai de dix ans suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie, il peut présenter à l'Assemblée des Etats parties ou à une Conférence d'examen une demande de prolongation du délai fixé pour l'enlèvement et la destruction complète de ces restes d'armes à sous-munitions, pour une durée ne dépassant pas cinq ans. La demande de prolongation ne devra pas excéder le nombre d'années strictement nécessaire à l'exécution par cet Etat de ses obligations aux termes du paragraphe 1 du présent article.
6. Toute demande de prolongation sera soumise à une Assemblée des Etats parties ou à une Conférence d'examen avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe 1 du présent article pour cet Etat partie. Une demande de prolongation doit être soumise au minimum neuf mois avant la réunion de l'Assemblée des Etats parties ou de la Conférence d'examen devant examiner cette demande. La demande doit comprendre:
- a) La durée de la prolongation proposée;
 - b) Des explications détaillées des raisons justifiant la prolongation proposée, y compris les moyens financiers et techniques dont dispose l'Etat partie et qui sont requis par celui-ci pour procéder

- à l'enlèvement et à la destruction de tous les restes d'armes à sous-munitions pendant la prolongation proposée;
- c) La préparation des travaux futurs et l'état d'avancement de ceux déjà effectués dans le cadre des programmes nationaux de dépollution et de déminage pendant la période initiale de dix ans visée dans le paragraphe 1 du présent article et dans les prolongations subséquentes;
 - d) La superficie totale de la zone contenant des restes d'armes à sous-munitions au moment de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie et de toute autre zone contenant des restes d'armes à sous-munitions découverts après cette entrée en vigueur;
 - e) La superficie totale de la zone contenant des restes d'armes à sous-munitions dépolluée après l'entrée en vigueur de la présente Convention;
 - f) La superficie totale de la zone contenant des restes d'armes à sous-munitions restant à dépolluer pendant la prolongation proposée;
 - g) Les circonstances qui ont limité la capacité de l'Etat partie de détruire tous les restes d'armes à sous-munitions situés dans des zones sous sa juridiction ou son contrôle pendant la période initiale de dix ans mentionnée dans le paragraphe 1 du présent article et celles qui pourraient empêcher l'Etat de le faire pendant la prolongation proposée;
 - h) Les conséquences humanitaires, sociales, économiques et environnementales de la prolongation proposée; et
 - i) Toute autre information pertinente relative à la prolongation proposée.

7. L'Assemblée des Etats parties, ou la Conférence d'examen, en tenant compte des facteurs énoncés au paragraphe 6 du présent article, y compris, notamment, la quantité de restes d'armes à sous-munitions indiquée, évalue la demande et décide à la majorité des Etats parties présents et votants d'accorder ou non la période de prolongation. Les Etats parties, si approprié, peuvent décider d'accorder une prolongation plus courte que celle demandée et peuvent proposer des critères pour la prolongation.

8. Une telle prolongation peut être renouvelée pour une durée de cinq ans au plus, sur présentation d'une nouvelle demande conformément aux paragraphes 5, 6 et 7 du présent article. L'Etat partie joindra à sa demande de prolongation additionnelle des renseignements supplémentaires pertinents sur ce qui a été entrepris pendant la période de prolongation antérieure accordée en vertu du présent article.

Article 5

Assistance aux victimes

1. Chaque Etat partie fournira de manière suffisante aux victimes d'armes à sous-munitions dans les zones sous sa juridiction ou son contrôle, et conformément au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme applicables, une assistance prenant en considération l'âge et les sexospécificités, y compris des soins médicaux, une réadaptation et un soutien psychologique, ainsi qu'une insertion sociale et économique. Chaque Etat partie mettra tout en oeuvre pour recueillir des données fiables pertinentes concernant les victimes d'armes à sous-munitions.

2. En remplissant ses obligations au titre du paragraphe 1 du présent article, chaque Etat partie devra:

- a) Evaluer les besoins des victimes des armes à sous-munitions;
- b) Elaborer, mettre en oeuvre et faire appliquer toutes les réglementations et politiques nationales nécessaires;
- c) Elaborer un plan et un budget nationaux, comprenant le temps estimé nécessaire à la réalisation de ces activités, en vue de les intégrer aux cadres et aux mécanismes relatifs au handicap, au développement et aux droits de l'homme, tout en respectant le rôle spécifique et la contribution des acteurs pertinents;
- d) Entreprendre des actions pour mobiliser les ressources nationales et internationales;
- e) Ne pas faire de discrimination à l'encontre des victimes d'armes à sous-munitions ou parmi celles-ci, ou entre les victimes d'armes à sous-munitions et les personnes ayant souffert de

blesures ou de handicap résultant d'autres causes; les différences de traitement devront être fondées uniquement sur des besoins médicaux, de réadaptation, psychologiques ou sociaux-économiques;

- f) Consulter étroitement et faire participer activement les victimes et les organisations qui les représentent;
- g) Désigner un point de contact au sein du gouvernement pour la coordination des questions relatives à la mise en oeuvre du présent article; et
- h) S'efforcer d'intégrer les lignes directrices et bonnes pratiques pertinentes, y compris dans les domaines des soins médicaux et de la réadaptation, du soutien psychologique, ainsi que de l'insertion sociale et économique.

Article 6

Coopération et assistance internationales

1. En remplissant ses obligations au titre de la présente Convention, chaque Etat partie a le droit de chercher à obtenir et de recevoir une assistance.
2. Chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance technique, matérielle et financière aux Etats parties affectés par les armes à sous-munitions, dans le but de mettre en oeuvre les obligations de la présente Convention. Cette assistance peut être fournie, entre autres, par le biais des organismes des Nations Unies, d'organisations ou institutions internationales, régionales ou nationales, d'organisations ou institutions non gouvernementales ou sur une base bilatérale.
3. Chaque Etat partie s'engage à faciliter un échange aussi large que possible d'équipements, et de renseignements scientifiques et technologiques concernant l'application de la présente Convention et a le droit de participer à un tel échange. Les Etats parties n'imposeront de restrictions indues ni à la fourniture, ni à la réception, à des fins humanitaires, d'équipements de dépollution ou autre, ainsi que des renseignements technologiques relatifs à ces équipements.
4. En plus de toute obligation qu'il peut avoir en vertu du paragraphe 4 de l'article 4 de la présente Convention, chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance à la dépollution et de destruction des restes d'armes à sous-munitions ainsi que des renseignements concernant différents moyens et technologies de dépollution des armes à sous-munitions, et des listes d'experts, d'organismes spécialisés ou de points de contact nationaux dans le domaine de la dépollution et de la destruction des restes d'armes à sous-munitions et des activités connexes.
5. Chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour la destruction des stocks d'armes à sous-munitions et apportera également une assistance pour identifier, évaluer et hiérarchiser les besoins et les mesures pratiques liés au marquage, à l'éducation à la réduction des risques, à la protection des civils, à la dépollution et à la destruction prévus à l'article 4 de la présente Convention.
6. Lorsque, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, des armes à sous-munitions sont devenues des restes d'armes à sous-munitions situés dans des zones sous la juridiction ou le contrôle d'un Etat partie, chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira immédiatement une assistance d'urgence à l'Etat partie affecté.
7. Chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance visant à la mise en oeuvre des obligations, mentionnées à l'article 5 de la présente Convention, de fournir, de manière suffisante, à toutes les victimes d'armes à sous-munitions une assistance prenant en considération l'âge et les sexospécificités, y compris des soins médicaux, une réadaptation, un soutien psychologique, ainsi qu'une insertion sociale et économique. Cette assistance peut être fournie, entre autres, par le biais des organismes des Nations Unies, d'organisations ou institutions internationales, régionales ou nationales, du Comité international de la Croix-Rouge, des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et de leur Fédération internationale, d'organisations non gouvernementales ou sur une base bilatérale.

8. Chaque Etat partie qui est en mesure de le faire fournira une assistance pour contribuer au redressement économique et social nécessaire suite à l'emploi d'armes à sous-munitions dans les Etats parties affectés.

9. Chaque Etat partie qui est en mesure de le faire peut alimenter des fonds d'affectation spéciale pertinents, en vue de faciliter la fourniture d'une assistance au titre du présent article.

10. Chaque Etat partie qui cherche à obtenir ou reçoit une assistance prendra les dispositions appropriées pour faciliter la mise en oeuvre opportune et efficace de la présente Convention, y compris la facilitation de l'entrée et de la sortie du personnel, du matériel et de l'équipement, d'une manière cohérente avec les lois et règlements nationaux, en prenant en compte les meilleures pratiques internationales.

11. Chaque Etat partie peut, aux fins d'élaborer un plan d'action national, demander aux organismes des Nations Unies, aux organisations régionales, à d'autres Etats parties ou à d'autres institutions intergouvernementales ou non gouvernementales compétentes d'aider ses autorités à déterminer, entre autres:

- a) La nature et l'ampleur des restes d'armes à sous-munitions se trouvant dans des zones sous sa juridiction ou son contrôle;
- b) Les ressources financières, technologiques et humaines nécessaires à la mise en oeuvre du plan;
- c) Le temps estimé nécessaire à la dépollution et à la destruction de tous les restes d'armes à sous-munitions se trouvant dans les zones sous sa juridiction ou son contrôle;
- d) Les programmes d'éducation à la réduction des risques et les activités de sensibilisation pour réduire le nombre de blessures ou pertes en vies humaines provoquées par les restes d'armes à sous-munitions;
- e) L'assistance aux victimes d'armes à sous-munitions; et
- f) La relation de coordination entre le gouvernement de l'Etat partie concerné et les entités gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales pertinentes qui participeront à la mise en oeuvre du plan.

12. Les Etats parties qui procurent ou reçoivent une assistance selon les termes du présent article coopéreront en vue d'assurer la mise en oeuvre rapide et intégrale des programmes d'assistance convenus.

Article 7

Mesures de transparence

1. Chaque Etat partie présente au Secrétaire général des Nations Unies, aussitôt que possible et, en tout état de cause, au plus tard 180 jours après l'entrée en vigueur de la présente Convention pour cet Etat partie, un rapport sur:

- a) Les mesures d'application nationales mentionnées à l'article 9 de la présente Convention;
- b) Le total de l'ensemble des armes à sous-munitions, y compris les sous-munitions explosives, mentionnées au paragraphe 1 de l'article 3 de la présente Convention, comprenant une ventilation par type, quantité et, si cela est possible, par numéro de lot pour chaque type;
- c) Les caractéristiques techniques de chaque type d'armes à sous-munitions produites par cet Etat partie préalablement à l'entrée en vigueur de la Convention pour cet Etat, dans la mesure où elles sont connues, ainsi que de celles dont l'Etat partie est actuellement propriétaire ou détenteur, en indiquant, dans la mesure du possible, le genre de renseignements pouvant faciliter l'identification et l'enlèvement des armes à sous-munitions; ces renseignements comprendront au minimum: les dimensions, le type d'allumeur, le contenu en explosif et en métal, des photographies en couleur et tout autre renseignement pouvant faciliter l'enlèvement des restes d'armes à sous-munitions;
- d) L'état et les progrès des programmes de reconversion ou de mise hors service des installations de production d'armes à sous-munitions;

- e) L'état et les progrès des programmes de destruction, conformément à l'article 3 de la présente Convention, des armes à sous-munitions, y compris les sous-munitions explosives, avec des précisions sur les méthodes qui seront utilisées pour la destruction, la localisation de tous les sites de destruction et les normes à respecter en matière de sécurité et de protection de l'environnement;
 - f) Les types et quantités d'armes à sous-munitions, y compris les sous-munitions explosives, détruites conformément à l'article 3 de la présente Convention, avec des précisions sur les méthodes de destruction qui ont été utilisées, la localisation des sites de destruction et les normes respectées en matière de sécurité et de protection de l'environnement;
 - g) Les stocks d'armes à sous-munitions, y compris les sous-munitions explosives, découverts après l'achèvement annoncé du programme mentionné à l'alinéa e) du présent paragraphe, et les projets pour leur destruction conformément à l'article 3 de la présente Convention;
 - h) Dans la mesure du possible, la superficie et la localisation de toutes les zones contaminées par les armes à sous-munitions sous sa juridiction ou son contrôle, avec autant de précisions que possible sur le type et la quantité de chaque type de restes d'armes à sous-munitions dans chacune des zones affectées et la date de leur emploi;
 - i) L'état et les progrès des programmes de dépollution et de destruction de tous les types et quantités de restes d'armes à sous-munitions enlevés et détruits conformément à l'article 4 de la présente Convention, devant inclure la superficie et la localisation de la zone contaminée par armes à sous-munitions et dépolluée, avec une ventilation de la quantité de chaque type de restes d'armes à sous-munitions enlevés et détruits;
 - j) Les mesures prises pour dispenser une éducation à la réduction des risques et, en particulier, pour alerter dans les plus brefs délais et de manière effective les personnes civiles vivant dans les zones contaminées par des armes à sous-munitions et se trouvant sous sa juridiction ou son contrôle où se trouvent des restes d'armes à sous-munitions;
 - k) L'état et les progrès de la mise en oeuvre de ses obligations conformément à l'article 5 de la présente Convention pour assurer de manière suffisante aux victimes d'armes à sous-munitions une assistance prenant en considération l'âge et les sexospécificités, des soins médicaux, une réadaptation, un soutien psychologique et une insertion sociale et économique, ainsi que pour recueillir des données pertinentes et fiables sur les victimes d'armes à sous-munitions;
 - l) Le nom et les coordonnées des institutions mandatées pour fournir les renseignements et prendre les mesures décrites dans le présent paragraphe;
 - m) La quantité de ressources nationales, y compris les ressources financières, matérielles ou en nature, affectées à la mise en oeuvre des articles 3, 4 et 5 de la présente Convention; et
 - n) Les quantités, les types et les destinations de la coopération et de l'assistance internationales fournies au titre de l'article 6 de la présente Convention.
2. Les Etats parties mettront à jour annuellement, en couvrant la dernière année civile, les renseignements fournis conformément au paragraphe 1 du présent article et les communiqueront au Secrétaire général des Nations Unies au plus tard le 30 avril de chaque année.
 3. Le Secrétaire général des Nations Unies transmettra tous les rapports reçus aux Etats parties.

Article 8

Aide et éclaircissements relatifs au respect des dispositions de la Convention

1. Les Etats parties conviennent de se consulter et de coopérer au sujet de l'application des dispositions de la présente Convention, et de travailler dans un esprit de coopération afin de faciliter le respect, par les Etats parties, des obligations découlant de la présente Convention.
2. Si un ou plusieurs Etats parties souhaitent éclaircir des questions relatives au respect des dispositions de la présente Convention par un autre Etat partie, et cherchent à y répondre, ils peuvent soumettre, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, une demande d'éclaircissements sur ces questions à cet Etat partie. Cette demande sera accompagnée de tous les renseignements appropriés.

Les Etats parties s'abstiendront de demandes d'éclaircissements sans fondement, en ayant soin d'éviter tout abus. L'Etat partie qui reçoit une demande d'éclaircissements fournira à l'Etat partie demandeur, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, tous les renseignements qui aideraient à éclaircir ces questions, dans un délai de 28 jours.

3. Si l'Etat partie demandeur ne reçoit pas de réponse par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies dans ce délai, ou juge insatisfaisante la réponse à la demande d'éclaircissements, il peut soumettre la question à la prochaine Assemblée des Etats parties par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies. Le Secrétaire général des Nations Unies transmettra cette requête, accompagnée de tous les renseignements appropriés relatifs à la demande d'éclaircissements, à tous les Etats parties. Tous ces renseignements devront être transmis à l'Etat partie sollicité, qui aura le droit de formuler une réponse.

4. En attendant la convocation d'une Assemblée des Etats parties, tout Etat partie concerné peut demander au Secrétaire général des Nations Unies d'exercer ses bons offices pour faciliter la présentation des éclaircissements demandés.

5. Lorsqu'une question lui a été soumise conformément au paragraphe 3 du présent article, l'Assemblée des Etats parties déterminera en premier lieu s'il est nécessaire d'examiner la question plus avant, compte tenu de tous les renseignements présentés par les Etats parties concernés. Si elle juge nécessaire cet examen plus approfondi, l'Assemblée des Etats parties peut recommander aux Etats parties concernés des mesures et des moyens permettant de clarifier davantage la question examinée ou de la régler, notamment l'ouverture de procédures appropriées conformément au droit international. Lorsque le problème soulevé est imputable à des circonstances échappant au contrôle de l'Etat partie sollicité, l'Assemblée des Etats parties pourra recommander des mesures appropriées, notamment le recours aux mesures de coopération mentionnées à l'article 6 de la présente Convention.

6. En plus des procédures prévues aux paragraphes 2 à 5 du présent article, l'Assemblée des Etats parties peut, en vue de clarifier le respect, y compris les faits, et de résoudre les cas de non-respect des dispositions de la présente Convention, décider d'adopter toutes les autres procédures générales ou des mécanismes spécifiques qu'elle juge nécessaires.

Article 9

Mesures d'application nationales

Chaque Etat partie prend toutes les mesures législatives, réglementaires et autres qui sont appropriées pour mettre en oeuvre la présente Convention, y compris l'imposition de sanctions pénales pour prévenir et réprimer toute activité interdite à un Etat partie en vertu de la présente Convention, qui serait menée par des personnes, ou sur un territoire, sous sa juridiction ou son contrôle.

Article 10

Règlement des différends

1. En cas de différend entre deux ou plusieurs Etats parties portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, les Etats parties concernés se consulteront en vue d'un règlement rapide du différend par la négociation ou par tout autre moyen pacifique de leur choix, y compris le recours à l'Assemblée des Etats parties et la saisine de la Cour internationale de justice conformément au statut de cette Cour.

2. L'Assemblée des Etats parties peut contribuer au règlement du différend par tout moyen qu'elle juge approprié, notamment en offrant ses bons offices, en invitant les Etats parties au différend à entamer la procédure de règlement de leur choix et en recommandant une limite à la durée de la procédure convenue.

*Article 11**Assemblée des Etats parties*

1. Les Etats parties se réuniront régulièrement pour examiner toute question concernant l'application ou la mise en oeuvre de la présente Convention et, si nécessaire, prendre une décision, notamment:
 - a) Le fonctionnement et l'état de la présente Convention;
 - b) Les questions soulevées par les rapports présentés en vertu des dispositions de la présente Convention;
 - c) La coopération et l'assistance internationales conformément à l'article 6 de la présente Convention;
 - d) Le développement de technologies de dépollution des restes d'armes à sous-munitions;
 - e) Les demandes des Etats parties en vertu des articles 8 et 10 de la présente Convention; et
 - f) Les demandes des Etats parties prévues aux articles 3 et 4 de la présente Convention.
2. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera la première Assemblée des Etats parties dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera annuellement les assemblées ultérieures jusqu'à la première Conférence d'examen.
3. Les Etats non parties à la présente Convention, de même que les Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales pertinentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent être invités à assister à ces assemblées en qualité d'observateurs, conformément au règlement intérieur convenu.

*Article 12**Conférences d'examen*

1. Le Secrétaire général des Nations Unies convoquera une Conférence d'examen cinq ans après l'entrée en vigueur de la présente Convention. Les Conférences d'examen ultérieures seront convoquées par le Secrétaire général des Nations Unies si un ou plusieurs Etats parties le demandent, pour autant que l'intervalle entre les Conférences d'examen ne soit en aucun cas inférieur à cinq ans. Tous les Etats parties à la présente Convention seront invités à chaque Conférence d'examen.
2. La Conférence d'examen aura pour buts:
 - a) D'examiner le fonctionnement et l'état de la présente Convention;
 - b) D'évaluer la nécessité de convoquer des Assemblées supplémentaires des Etats parties mentionnées au paragraphe 2 de l'article 11, et de déterminer l'intervalle entre ces conférences; et
 - c) De prendre des décisions concernant les demandes des Etats parties prévues aux articles 3 et 4 de la présente Convention.
3. Les Etats non parties à la présente Convention, de même que les Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales pertinentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent être invités à assister à chaque Conférence d'examen en qualité d'observateurs conformément au règlement intérieur convenu.

*Article 13**Amendements*

1. Un Etat partie peut proposer des amendements à la présente Convention à tout moment après son entrée en vigueur. Toute proposition d'amendement sera communiquée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui la diffusera à l'ensemble des Etats parties et recueillera leur avis

quant à l'opportunité de convoquer une Conférence d'amendement pour examiner la proposition. Si une majorité des Etats parties notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au plus tard 90 jours après la diffusion de la proposition, qu'ils sont favorables à un examen plus approfondi, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera une Conférence d'amendement à laquelle l'ensemble des Etats parties seront conviés.

2. Les Etats non-parties à la présente Convention, ainsi que les Nations Unies, d'autres organisations ou institutions internationales pertinentes, des organisations régionales, le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et les organisations non gouvernementales pertinentes peuvent être invités à assister à chaque Conférence d'amendement en qualité d'observateurs conformément au règlement intérieur convenu.

3. La Conférence d'amendement se tiendra immédiatement après une Assemblée des Etats parties ou une Conférence d'examen, à moins qu'une majorité des Etats parties ne demande qu'elle se tienne plus tôt.

4. Tout amendement à la présente Convention sera adopté à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants à la Conférence d'amendement. Le Dépositaire communiquera tout amendement ainsi adopté à tous les Etats.

5. Un amendement à la présente Convention entrera en vigueur, pour les Etats parties qui ont accepté cet amendement, au moment du dépôt de l'acceptation par une majorité des Etats qui étaient Parties à la Convention au moment de l'adoption de l'amendement. Par la suite, il entrera en vigueur pour tout autre Etat partie à la date du dépôt de son instrument d'acceptation.

Article 14

Coûts et tâches administratives

1. Les coûts des Assemblées des Etats parties, des Conférences d'examen et des Conférences d'amendement seront pris en charge par les Etats parties et les Etats non-parties à la présente Convention participant à ces assemblées ou conférences selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies.

2. Les coûts encourus par le Secrétaire général des Nations Unies en vertu des articles 7 et 8 de la présente Convention seront pris en charge par les Etats parties selon le barème dûment ajusté des quotes-parts des Nations Unies.

3. L'exécution par le Secrétaire général des Nations Unies des tâches administratives qui lui sont affectées aux termes de la présente Convention est sous réserve d'un mandat approprié des Nations Unies.

Article 15

Signature

La présente Convention, faite à Dublin le 30 mai 2008, sera ouverte à la signature de tous les Etats à Oslo le 3 décembre 2008 et, par la suite, au siège des Nations Unies à New York jusqu'à son entrée en vigueur.

Article 16

Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

1. La présente Convention est soumise à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des Signataires.

2. La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat non-signataire.
3. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Dépositaire.

Article 17

Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui au cours duquel le trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion aura été déposé.
2. Pour tout Etat qui dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion après la date de dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur le premier jour du sixième mois après la date à laquelle cet Etat aura déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 18

Application à titre provisoire

Un Etat peut, au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation de la présente Convention, ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer qu'il en appliquera, à titre provisoire, l'article 1 de la présente Convention en attendant son entrée en vigueur pour cet Etat.

Article 19

Réserves

Les articles de la présente Convention ne peuvent faire l'objet de réserves.

Article 20

Durée et retrait

1. La présente Convention a une durée illimitée.
2. Chaque Etat partie a le droit, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, de se retirer de la présente Convention. Il doit notifier ce retrait à tous les autres Etats parties, au Dépositaire et au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cet instrument de retrait comprend une explication complète des raisons motivant ce retrait.
3. Le retrait ne prend effet que six mois après réception de l'instrument de retrait par le Dépositaire. Cependant, si à l'expiration de ces six mois l'Etat partie qui se retire est engagé dans un conflit armé, le retrait ne prendra pas effet avant la fin de ce conflit armé.

Article 21

Relations avec les Etats non-parties à la Convention

1. Chaque Etat partie encourage les Etats non-parties à la présente Convention à la ratifier, l'accepter, l'approuver ou y adhérer, dans le but de susciter la participation de tous les Etats à la présente Convention.
2. Chaque Etat notifie aux gouvernements de tous les Etats non-parties à la présente Convention mentionnés dans le paragraphe 3 du présent article ses obligations aux termes de la présente Convention,

promeut les normes qu'elle établit et met tout en oeuvre pour décourager les Etats non-parties à la présente Convention d'utiliser des armes à sous-munitions.

3. Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la présente Convention, et en conformité avec le droit international, les Etats parties, leur personnel militaire ou leurs ressortissants peuvent s'engager dans une coopération et des opérations militaires avec des Etats non-parties à la présente Convention qui pourraient être engagés dans des activités interdites à un Etat partie.

4. Rien dans le paragraphe 3 du présent article n'autorise un Etat partie à:

- a) Mettre au point, produire ou acquérir de quelque autre manière des armes à sous-munitions;
- b) Constituer lui-même des stocks d'armes à sous-munitions ou transférer ces armes;
- c) Employer lui-même des armes à sous-munitions; ou
- d) Expressément demander l'emploi de telles munitions dans les cas où le choix des munitions employées est sous son contrôle exclusif.

Article 22

Dépositaire

Le Secrétaire général des Nations Unies est désigné par les présentes comme le Dépositaire de la présente Convention.

Article 23

Textes authentiques

Les textes de la présente Convention rédigés en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe sont également authentiques.

5981/01

N° 5981¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI**portant approbation de la Convention
sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature
à Oslo, le 3 décembre 2008**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(28.4.2009)

Par dépêche du 5 janvier 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait parvenir au Conseil d'Etat le projet de loi sus-mentionné, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration. Le texte du projet de loi était accompagné d'un commentaire des articles, d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles de la convention à approuver et du texte de celle-ci.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le Conseil d'Etat n'a pas l'intention de revenir en détail sur le bien-fondé et le fond de ce projet de loi et renvoie à l'exposé des motifs exhaustif qui a accompagné ce projet qui a pour objet principal de ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions. Y sont exposées notamment les raisons pour lesquelles le Gouvernement a privilégié une démarche internationale d'un plus grand nombre possible d'Etats au lieu d'une démarche à caractère purement national.

Le Conseil d'Etat approuve cette démarche des auteurs du projet.

En ce qui concerne les dispositions de la Convention proprement dite, elles n'appellent donc pas d'observation particulière du Conseil d'Etat.

Il se doit toutefois de relever que, d'après le paragraphe 4 de l'article 13 de la Convention, tout amendement à celle-ci sera adopté au sein de la Conférence d'amendements à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants. Sur ce point, la Convention comporte une dévolution de pouvoirs souverains par traité à une institution de droit international, telle que prévue par l'article 49bis de la Constitution. En vertu de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution, la loi d'approbation sous examen doit dès lors être votée avec une majorité qualifiée de deux tiers des membres de la Chambre des députés.

*

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI*Article 1er*

Sans observation.

Article 2

Le texte du projet de loi prévoit une interdiction „à toute personne physique ou morale (...)“ alors que dans le commentaire des articles, les auteurs du texte précisent que les dispositions s'appliquent exclusivement aux ressortissants luxembourgeois, indépendamment du territoire où ils se trouvent.

D'un autre côté, l'assertion des auteurs du commentaire des articles que „ces interdictions posées s'imposent aux ressortissants luxembourgeois, même si les faits sont commis dans un autre Etat que le Grand-Duché de Luxembourg“ n'est pas corroborée par le texte de loi. Le Conseil d'Etat renvoie à cet égard à l'article 4 du Code pénal qui dispose que „L'infraction commise hors du territoire luxembourgeois, par des luxembourgeois ou par des étrangers, n'est punie dans le Grand-Duché, que dans les cas déterminés par la loi“.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de supprimer les termes „Aux termes des articles 1 et 2 de la Convention“.

Dans la mesure où l'article sous examen prévoit une interdiction à l'égard des personnes morales, il soulève le problème d'ordre général de la responsabilité pénale des personnes morales. Le Luxembourg n'a en effet à ce jour pas légiféré en la matière.

Article 3

La disposition de l'article 3 qui vise l'interdiction du financement en connaissance de cause ne fait pas partie de la convention internationale mais constitue une velléité politique luxembourgeoise. Le Conseil d'Etat approuve cette disposition.

En ce qui concerne toutefois l'interdiction à l'égard des personnes morales, le Conseil d'Etat renvoie à son observation à ce même sujet, formulée sous l'article 2.

Article 4

Cet article concerne les sanctions dont sont passibles les contrevenants potentiels.

Comme ces dispositions sont identiques à des dispositions similaires faisant d'ores et déjà partie d'autres conventions de ce type, le Conseil d'Etat approuve ces dispositions. Le Conseil d'Etat réitère toutefois son observation faite à l'endroit des articles 2 et 3 en ce qui concerne la responsabilité pénale des personnes morales.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 28 avril 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

5981/02

N° 5981²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention
sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature
à Oslo, le 3 décembre 2008**

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET
EUROPEENNES, DE LA DEFENSE, DE LA COOPERATION ET DE
L'IMMIGRATION**

(29.4.2009)

La commission se compose de: M. Ben FAYOT, Président-Rapporteur; M. Marc ANGEL, Mme Nancy ARENDT, M. Felix BRAZ, Mme Lydie ERR, MM. Marcel GLESENER, Charles GOERENS, Norbert HAUPERT, Paul HELMINGER, Jacques-Yves HENCKES et Laurent MOSAR, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi sous rubrique a été déposé par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration en date du 12 janvier 2009.

Au cours de sa réunion du 19 janvier 2009, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a nommé M. Ben Fayot comme rapporteur du projet de loi sous rubrique.

L'avis du Conseil d'Etat est intervenu le 28 avril 2009.

Le présent rapport a été adopté par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration en date du 29 avril 2009.

*

II. INTRODUCTION**II.1. Définitions**

Les armes à sous-munitions (BASM), aussi appelées „armes à dispersion“ ont pour la première fois été utilisées par l'Allemagne et l'Union soviétique lors de la Deuxième Guerre Mondiale et ont été perfectionnées pendant la Guerre froide.¹

Le terme „arme à sous-munitions“ est en fait un terme générique qui recouvre une gamme extrêmement vaste d'armements développés depuis plus d'un demi-siècle. Toutes ces armes ont en commun leur principe de fonctionnement, fondé sur la dispersion de sous-munitions. Ainsi, les BASM sont constituées d'un contenant, ou „munition-mère“, destiné à emporter et disperser plusieurs munitions explosives, ou „sous-munitions“, conçues pour fonctionner à l'impact.

¹ Human Rights Watch, „Cluster Munition Information Chart“, avril 2009,
<http://www.hrw.org/en/news/2009/04/13/cluster-munition-information-chart>.

Au sein des enceintes internationales, les représentants du Service de l'action antimines de l'ONU ont proposé de se référer au terme de „munition à dispersion“ qu'ils ont défini comme tout „conteneur conçu pour disperser ou éjecter des sous-munitions multiples“. Quant au terme de „sous-munition“, il s'applique, selon la définition proposée, à „toute munition qui, pour remplir sa fonction, se sépare d'une munition mère“, ce qui „recouvre toutes les munitions ou charges explosives conçues pour exploser à un moment donné après avoir été lancées ou éjectées d'une munition à dispersion mère“. Cette définition a été reprise par la loi belge du 18 mai 2006,² texte qui cependant n'a qu'une portée nationale.

Les BASM ne sont pas à confondre avec les „munitions à fragmentation“. En effet, cette dernière, lorsqu'elle explose, produit des éclats, principalement métalliques. Il s'agit donc d'une munition à charge unitaire et non d'un projectile à sous-munition.

Il existe par ailleurs une différence fondamentale entre les mines et les BASM. En effet, selon la définition internationale, une mine est „un engin conçu pour être placé sous ou sur le sol ou une autre surface, ou à proximité, et pour exploser du fait de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne ou d'un véhicule“. Les sous-munitions sont quant à elles conçues pour exploser à l'impact après avoir été tirées, leur explosion différée ne pouvant qu'être accidentelle et résulter d'un mauvais fonctionnement de l'arme.

II.2. Caractéristiques des BASM

Le principal intérêt militaire des BASM réside dans leur capacité de dispersion de munitions explosives sur une large zone dans un temps limité. Ainsi, les BASM permettent d'accroître l'efficacité des frappes contre des cibles nombreuses et mobiles, efficacité qui est rarement atteinte grâce à des munitions à charge unitaire. Ainsi, la neutralisation des objectifs blindés est l'une des applications privilégiées des BASM. En effet, ces objectifs nécessitent un très haut niveau de précision avec des munitions unitaires.

La plupart des BASM sont utilisées pour neutraliser les forces adverses qui se déploient sur une grande surface. Néanmoins, certaines bombes développées récemment et utilisées lors des opérations d'Irak en 2003 permettent une frappe précise sur un objectif militaire déterminé (infrastructures, chars, postes de commandement etc.).

II.3. Les risques humanitaires

Conçue pour disperser des projectiles, l'arme à sous-munitions couvre nécessairement une surface plus large que l'arme dotée d'une charge militaire unitaire. De par ce fait, l'utilisation d'armes à sous-munitions contre des objectifs militaires situés à l'intérieur ou à proximité de zones habitées augmente considérablement le risque d'infliger des dommages aux populations ou aux infrastructures civiles.

Par ailleurs, la population vivant sur les lieux sur lesquels ont eu lieu les conflits armés au cours desquels des BASM ont été utilisées, est confrontée aux engins explosifs non éclatés. Ces „restes explosifs de guerre“ sont certes une caractéristique inhérente à tous les conflits armés, qu'il s'agisse de bombes, d'obus, de roquettes, de grenades, de missiles ou de mines. Mais l'expérience des dernières décennies tend à mettre en lumière l'impact particulier des BASM, tant en raison de la facilité avec laquelle elles peuvent être dispersées en très grand nombre que de la fréquence des mauvais fonctionnements constatés. En effet, les BASM sont conçues pour exploser à l'impact sur des cibles „dures“ telles que des blindés ou des infrastructures, mais elles fonctionnent moins bien si elles tombent sur un sol meuble (boue, sable, neige) ou sur un terrain couvert de végétation. Les rubans ou parachutes destinés, sur certains modèles, à stabiliser la chute, peuvent accrocher des arbres ou divers obstacles.

Ainsi, les sous-munitions non explosées sont souvent à l'origine d'accidents après le conflit lorsque les populations civiles, surtout les enfants, sont amenées à se déplacer dans des zones polluées. En effet, les sous-munitions se dissimulent facilement dans la végétation ou les gravats. De taille réduite, elles ont souvent une forme ou des couleurs attirantes pour les enfants. Certaines ressemblent à des balles ou à des canettes de soda. D'autres sont munies de rubans aux couleurs vives sur lesquels ne figurent d'ailleurs aucune mention de mise en garde sur le danger encouru.

² Loi du 18 mai 2006 complétant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, en ce qui concerne l'interdiction des sous-munitions.

Les accidents dus aux sous-munitions sont souvent plus graves que ceux provoqués par l'explosion de mines antipersonnel, car les sous-munitions sont conçues pour détruire ou endommager des cibles dures telles que les blindés, et non pour mettre hors de combat des fantassins.

Finalement, les BASM présentent la particularité d'être plus dangereuses et délicates à neutraliser que les mines antipersonnel compte tenu de leur instabilité et de leur puissance. En outre, les BASM, contrairement aux mines antipersonnel, ne sont pas conçues pour être désamorçées. Par conséquent, la seule méthode de traitement consiste à provoquer leur explosion et plusieurs démineurs des Nations Unies l'ont déjà payé de leurs vies.

Au-delà de l'impact direct de ces accidents sur les populations touchées (décès, handicaps graves, difficultés à financer le coût des soins ou de la rééducation, impossibilité de reprendre une activité professionnelle), les pays confrontés aux sous-munitions non explosées se trouvent fortement pénalisés à divers titres: coût social de la prise en charge des victimes, obstacles au retour des populations et à l'intervention de l'assistance humanitaire, frein à la reconstruction des infrastructures et au développement économique, notamment dans le secteur agricole.³

II.4. Les victimes

Comme la majeure partie des BASM est utilisée dans des pays où les données concernant les BASM ne sont pas ou insuffisamment recueillies, il est difficile de chiffrer exactement le nombre de victimes des BASM. Dans son rapport sur l'impact humanitaire des BASM, Handicap International estime que les BASM non explosées „polluent“ actuellement les régions habitées par quelques 400 millions de personnes, dans 24 pays.⁴ Handicap International a recensé un total de 13 306 victimes avérées de sous-munitions, blessées ou tuées, depuis 1973. Etant donné que tous ces chiffres ne se rapportent qu'aux cas recensés et confirmés, une estimation prudente de la situation réelle indique qu'il existe au moins 56.000 victimes de sous-munitions. Outre cela, Handicap International a publié une liste de régions et d'Etats contaminés⁵ par des BASM, mais où les données ne permettent pas de procéder à une estimation des victimes.⁶

98% des victimes sont des civils, blessés ou tués en revenant chez eux après un conflit ou en effectuant leurs tâches quotidiennes en essayant de survivre. 40% des victimes sont des jeunes de moins de 18 ans.

II.5. Attitudes face aux BASM

L'évaluation des armes à sous-munitions au regard du principe humanitaire de protection des populations civiles lors des conflits a longtemps été un sujet controversé sur la scène internationale.

La légitimité morale des mines antipersonnel a pu clairement être contestée parce qu'elles frappent indistinctement civils ou militaires, ce qui n'a pas été le cas pour les BASM. En effet, les défenseurs des BASM avancent l'argument qu'elles sont utilisées pour frapper une cible prédéterminée, ce qui permettrait au commandement militaire, par le choix de cette cible, de faire application du principe de discrimination. Les dommages infligés aux civils après le conflit, du fait de restes explosifs de guerre, résulteraient d'un mauvais fonctionnement des BASM et non d'une intention délibérée de les dissimuler ou les enfouir, comme les mines antipersonnel, dont la vocation même est de piéger celui qui parcourt la zone minée, quel qu'il soit.

Les ONG et certains autres pays souhaitant l'interdiction des BASM consentent que certes, les restes explosifs de guerre laissés par les conflits soient issus de toutes sortes de munition. Les BASM présentent cependant un degré de risque humanitaire plus élevé que les autres types d'armes. Tout d'abord, elles sont employées en très grande quantité, grâce à l'effet multiplicateur du mécanisme de dispersion.

3 Jean-Pierre Placade, Joëlle Garriaud-Maylam, Rapport d'information fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur les armes à sous-munitions, Sénat français, 2006.

4 Afghanistan, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Tchad, Croatie, Russie (Tchéchénie), Erythrée, Ethiopie, Irak, Israël, Kosovo, Koweït, Laos, Liban, Monténégro, Azerbaïdjan (Haut-Karabagh), Serbie, Sierra Leone, Soudan, Syrie, Tadjikistan, Vietnam, Maroc (Sahara occidental).

5 Angola, Congo, Guinée-Bissao, Liberia, Pakistan (Cachemire), Arabie Saoudite, Ouganda, Yémen.

6 Handicap International, Circle of Impact: The Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities, mai 2007, <http://en.handicapinternational.be/downloads/files/25843/>.

De par ce fait elles sont aussi moins précises que d'autres armes. Finalement leur fiabilité est très insuffisante.

Face à ces considérations, la communauté internationale a longtemps adopté deux types d'approches. La première, partagée par la plupart des ONG et sur laquelle semblent actuellement s'accorder la majeure partie des Etats, considère que les problèmes humanitaires soulevés par l'emploi des armes à sous-munitions ne peuvent être entièrement résolus à court terme et que le principe de précaution impose d'en interdire l'usage. L'autre approche écarte la prohibition des BASM, tant pour des raisons de principe que de nécessité militaire, et s'intéresse aux moyens d'en diminuer les conséquences humanitaires en procédant à des améliorations techniques.

II.6. Initiatives nationales

Ces dernières années, plusieurs pays ont pris des initiatives visant à interdire ou à limiter l'utilisation des BASM. La Belgique fut le premier pays à avoir adopté une loi interdisant les armes à sous-munitions : la loi Mahoux sur l'interdiction des sous-munitions est effective depuis le 18 mai 2006. Ensuite, la France annonce le 24 mai 2008 le retrait du service opérationnel des roquettes M-26.⁷

Le Conseil national suisse a voté le 25 septembre 2007 l'initiative Dupraz qui demande la modification de la loi sur le matériel de guerre pour interdire en Suisse les armes à sous-munitions.

Faisant suite à une demande du Conseil de gouvernement et à une motion déposée le 12 octobre 2006, le Ministère des Affaires étrangères a déposé le 13 décembre 2007 un projet de loi interdisant toutes les activités liées aux armes à sous-munitions et comprenant également une interdiction de la fabrication, de la vente, du stockage et de l'utilisation des BASM ainsi que la destruction des stocks éventuels. Il fut cependant convenu, en association avec la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des Députés, d'attendre les résultats concrets des travaux en cours dans le cadre du processus d'Oslo avant de décider de la poursuite éventuelle du travail législatif luxembourgeois. Finalement, le projet de loi sous rubrique, tout en approuvant la Convention d'Oslo, reprend cette interdiction qui avait été l'objet du précédent projet de loi.

II.7. Initiatives internationales

Les BASM n'avaient jusqu'à présent pas fait l'objet d'une convention internationale spécifique. Comme elles sont cependant considérées comme des restes explosifs de guerre, elles ont jusqu'à présent été discutées dans le cadre du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre de la Convention sur certaines armes classiques (CCW) adopté en 2003. Or, le Protocole V n'interdit pas l'usage des BASM, mais traite des mesures à prendre afin de réduire les dangers inhérents aux restes explosifs et aider au marquage et à l'enlèvement de munitions non explosées afin de réduire les risques pour la population civile.

Lors de la troisième conférence d'examen de la CCW en 2006, une initiative a été lancée afin de réglementer l'utilisation et les conséquences des BASM. Cette initiative n'a cependant pas trouvé l'accord des Etats parties.

Après cet échec, dès février 2007, plus de quarante pays, dont notamment le Luxembourg, réunis à Oslo sur initiative du gouvernement norvégien se sont engagés à aboutir en 2008 à un traité d'interdiction des BASM. La Norvège et l'Autriche ont également adopté des moratoires sur ces armes.

A Dublin, le 29 mai 2008, un texte de traité interdisant les BASM est adopté par les représentants de 111 pays, au sein desquels manquaient notamment les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la Corée du Nord, l'Inde, l'Iran, Israël et le Pakistan. Le Ministre des Affaires étrangères a signé la Convention sur les armes à sous-munitions le 3 décembre 2008 à Oslo, conjointement avec 106 autres pays.

*

⁷ Il s'agit de roquettes que la France a achetées aux Etats-Unis pour ses lance-roquettes multiples (LRM). Chacune de ces roquettes contient 644 sous-munitions de la taille d'une grenade, avec un taux de ratés de 30% dans certaines conditions.

III. PRINCIPALES DISPOSITIONS DU PROJET DE LOI

Pour ce qui est du contenu détaillé de la Convention, il est renvoyé au projet de loi qui comprend le texte de la Convention ainsi qu'un commentaire des articles y relatif. Outre l'interdiction des activités liées aux armes à sous-munitions qui est reprise dans l'article 2, le projet de loi interdit également, dans son article 3, le financement de ces activités. L'article 4 prévoit finalement des sanctions pour ceux qui ont sciemment contrevenu aux dispositions des articles 2 et 3 et la confiscation et destruction des armes à sous-munitions et des sous-munitions saisies aux frais de la personne condamnée.

En prévoyant que l'interdiction du financement se limite aux cas où le financement des activités liées aux BASM se fait „en connaissance de cause“ et que seulement ceux qui ont „sciemment“ commis une des infractions aux articles 2 et 3 seront sanctionnés, les auteurs du projet de loi ont pleinement suivi l'avis de l'ABBL et de l'ALFI relatif au projet de loi national en matière de BASM.

*

IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis émis le 28 avril 2009, le Conseil d'Etat marque son accord avec le projet de loi sous rubrique. Il relève que le projet de loi doit être voté avec une majorité qualifiée par la Chambre des Députés, étant donné que la Convention comporte une dévolution de pouvoirs souverains par traité à une institution de droit international. En effet, le paragraphe 4 de l'article 13 de la Convention prévoit que „*tout amendement à la présente Convention sera adopté à la majorité des deux tiers des Etats parties présents et votants à la Conférence d'amendement*“. La Haute Corporation soulève finalement le problème de la responsabilité pénale des personnes morales qui se pose aux articles 2 et 3 du projet de loi sous rubrique.

*

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Chambre des Députés d'adopter le présent projet de loi dans la teneur qui suit:

*

V. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION**PROJET DE LOI****portant approbation de la Convention
sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature
à Oslo, le 3 décembre 2008**

Art. 1. Est approuvée la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo, le 3 décembre 2008.

Art. 2. Aux termes des articles 1 et 2 de la Convention, il est interdit à toute personne physique ou morale de mettre au point, de fabriquer, d'assembler des pièces préfabriquées en arme complète, de transformer, de réparer, d'acquérir, de vendre, d'utiliser, de détenir, de transporter, de transférer, de stocker ou de conserver des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives.

Art. 3. Il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives.

Art. 4. Sont punis d'une peine de réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de 25.000 à 1.000.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui ont sciemment commis l'une des infractions aux dispositions des articles 2 et 3 précités. Les armes à sous-munitions et les sous-munitions saisies seront confisquées et détruites aux frais de la personne condamnée.

Luxembourg, le 29 avril 2009

Le Président-Rapporteur,
Ben FAYOT

Service Central des Imprimés de l'Etat

5981/03

N° 5981³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2008-2009

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention
sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature
à Oslo, le 3 décembre 2008**

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(19.5.2009)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 8 mai 2009 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

**portant approbation de la Convention
sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature
à Oslo, le 3 décembre 2008**

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 7 mai 2009 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 28 avril 2009;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 19 mai 2009.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Alain MEYER

Service Central des Imprimés de l'Etat

5981

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 147

22 juin 2009

Sommaire

CONVENTION SUR LES ARMES A SOUS-MUNITIONS

Loi du 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions, ouverte à la signature à Oslo le 3 décembre 2008 page **2038**